

Composante : Faculté de droit, de Sciences Politiques et de Gestion, Domaine Droit

Lien vers le site web de la composante : <https://droit.unistra.fr/>

Mention	Parcours (le cas échéant)	Effectif 2020/21	Effectif 2021/22	Capacité d'accueil du M1 2021/22	Capacité consolidée à la mention 2021/22	Taux d'accès	Taux d'insertion professionnelle (Diplômés 2018)	Capacité d'accueil total du M1 2022/23	Capacité totale consolidée à la mention 2022/23	Mention(s) de licence(s) conseillée (s) pour accéder au M1	Formation ouverte à l'alternance/apprentissage (OUI/NON/EXCLUSIVEMENT)	Attendus (Ensemble des compétences et connaissances requies pour réussir dans cette formation)	Modalités d'examen des candidatures (Dossier/Entretien/Examens/Concours)	Informations supplémentaires particulières (ex. Master EBESMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.)
Administration Economique et Sociale	Achat international: global sourcing	14	23	20		46%	91%	20		Licence AES, Licence en sciences économiques et/ou sciences de gestion, Licence Droit	OUI (en Master 2)	Très bons résultats dans les matières à caractère économique et appliquées à la gestion. Maîtrise des méthodes quantitatives (gestion des coûts, statistiques, finance...) Maîtrise des bases du droit français - Maîtrise fonctionnelle de l'anglais: niveau minimal conseillé B2.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation en apprentissage en deuxième année
Administration Economique et Sociale	Commerce électronique	19	25	25	70	35%	64%	25	70	Licence AES, Licence Droit ou diplôme équivalent	NON	Bons résultats durant les trois années de licence - Bonne maîtrise de l'anglais - Bonne culture économique et juridique	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Administration Economique et Sociale	Conformité, Audit légal et gestion des risques	24	19	25		34%		25		Licence AES, Licence CCA, Licence Gestion, Licence Economie et Gestion ou diplôme équivalent	NON	De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont requis dans les matières : Analyse comptable Audit, Droit des obligations, Droit des sociétés, Fiscalité, Comptabilité approfondie, Comptabilité de gestion, Contrôle de gestion, système d'information	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit social	Droit social interne, européen et international	24	29	32		18%	94%	32	32	Licence Droit et Licence AES	OUI (en Master 2)	De solides connaissances en droit du travail dans ses aspects tant individuels que collectifs ; un bon niveau de connaissances dans les disciplines du droit privé général ; la maîtrise d'au moins une langue étrangère.	Examen d'un dossier basé sur les résultats, le projet et la motivation de l'étudiant auxquels est associée une note obtenue à un exercice écrit. Des dérogations à cet exercice pourront cependant être accordées aux étudiants bénéficiant des programmes Erasmus et Erasmus +.	La formation en seconde année de master étant placée sous le régime de l'alternance, seuls pourront être inscrits à cette seconde année de master les étudiants âgés de 16 à 30 ans révolus à la date de démarrage de leur contrat d'apprentissage. Ils devront être ressortissants de l'Union Européenne ou être titulaires d'une autorisation de travail. Seuls les candidats présentant une copie de leur contrat d'apprentissage seront inscrits en tant qu'apprentis. Les étudiants pourront également suivre la formation en concluant un contrat de professionnalisation.
Droit public	Droit public général	8	12	15		33%	40%	15		Licence en Droit	NON	Pas de liste fermée de matières mais une dominante en droit public.	L'examen des candidatures se fait sur dossier. Une attention est portée aux résultats obtenus mais aussi au projet poursuivi. La lettre d'intention, brève mais cursive, est regardée attentivement. Une attention bienveillante est portée aux parcours pluridisciplinaires.	Formation initiale et continue
Droit public	Droit comparé - EUCOR	/	/	/	35	/	100%	-	35	PAS DE M1	PAS DE M1	PAS DE M1	PAS DE M1	PAS DE M1
Droit public	Contrats publics - Commande publique	6	14	20		42%		20		Licence mention Droit - Cursus IEP - Licence Administration publique (comportant suffisamment d'enseignement juridiques ou précédée d'une L2 Droit)	OUI (en Master 2 - sous réserve d'approbation par les conseils de l'Université)	Bons résultats durant les trois années de licence, notamment dans les matières fondamentales de droit privé et de droit public (droit des obligations, droit constitutionnel, droit administratif). La formation nécessite une excellente maîtrise des notions et raisonnements propres aux domaines des contrats et de la responsabilité. Il est recommandé d'avoir suivi un cours de droit administratif des biens et d'avoir obtenu de bons résultats à l'examen.	Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant.	Formation initiale et continue; le suivi de la deuxième année de formation en alternance (apprentissage ou contrat de professionnalisation) pourra être ouvert à compter de l'année 2022-2023 sous réserve de l'approbation par les conseils centraux et le CFAU.
Droit privé	Justice procès Procédures	14	11	20		26%		20		Licence Droit Général ou Droits Européens	NON	Très bons résultats durant les 3 années de licence et notamment solides connaissances en droit civil, droit processuel, en procédure civile et pénale, en institutions judiciaires, administratives et européennes et en libertés publiques.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit privé	Droit de la famille interne, international et comparé	12	19	30		12%	83%	30		Licence mention Droit	NON	Avoir de très bons résultats durant les trois années de licence, notamment dans les matières suivantes : institutions judiciaires, introduction générale au droit, droit extrapatrimonial de la famille, procédure civile, droit de l'Union européenne, droits de l'Homme et libertés publiques.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit privé	Droit privé fondamental	26	23	30	120	39%	57%	30	120	Licence mention Droit	NON	Sous réserve de situations particulières, les candidats doivent aussi avoir suivi durant leur cursus 2/3 des matières ci-dessous énumérées et avoir obtenu de très bons résultats : - droit civil (personnes, obligations, famille) - droit commercial - droit pénal - droit social - procédures civile et pénale - institutions judiciaires, administratives et européennes.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit privé	Droit comparé	18	20	20		62%		20		Licence mention Droit	NON	Solide formation juridique générale, maîtrise d'au moins une langue étrangère (niveau B2 minimum)	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit privé	Droit des personnes vulnérables	0	0	20		/		20		Licence mention Droit	NON	Solides connaissances en droit privé et sciences criminelles	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit du patrimoine	Ingénierie juridique et fiscale du patrimoine	7	23	20		36%		20		Licence mention Droit, AES	NON	Il est attendu des candidats un très bon niveau dans les matières fondamentales de licence et plus particulièrement en droit privé (droit de la famille, droit des contrats, droit de la responsabilité civile). En outre, il est conseillé d'avoir suivi, en obtenant de bons résultats aux examens correspondants, les matières suivantes : droit des sociétés, droit pénal général, régime de l'obligation, droit des biens, droit fiscal, droit des sûretés.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation et entretien oral	Formation initiale et continue
Droit du patrimoine	Droit immobilier	16	19	20	40	35%		20	40	Licence mention Droit	NON	Avoir de bons résultats durant les trois années de licence, non seulement en droit privé mais également en droit public. Il est conseillé d'avoir suivi et validé des enseignements de droit commercial, droit des sociétés, droit des obligations, droit des biens, droit des sûretés, droit fiscal, droit administratif des biens et contrats spéciaux	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit pénal et sciences criminelles	Droit pénal appliqué	48	25	30		18%	96%	30		Licence mention Droit	NON	Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Le projet de départ dans une autre université (mobilité Erasmus et/ou hors Europe) lors de l'année de M1 sera en outre valorisé.	Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue

Droit pénal et sciences criminelles	Droit pénal fondamental et comparé franco-allemand	11	14	15	65	34%		15	65	Licence mention Droit	NON	Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Ils devront en outre avoir appris l'allemand. Le projet de départ dans une université d'un pays germanophone (mobilité Erasmus) lors de l'année de M1 sera de plus valorisé.	Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger (ne pas germanophone notamment), le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droit pénal et sciences criminelles	Criminologie	25	20	20		12%		20		Licence mention Droit	NON	Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Le projet de départ dans une autre université (mobilité Erasmus et/ou hors Europe) lors de l'année de M1 sera en outre valorisé, de même que les connaissances en sciences sociales ou en psychologie.	Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droit	Cyberjustice	24	28	30		33%		25		Licence mention Droit ou diplôme équivalent	NON	Bonne culture juridique et maîtrise des grandes matières de droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédures civiles et pénales, etc.) ou de droit public (droit administratif, libertés publiques, droit public des affaires, etc.) requises pour accéder aux différentes professions juridiques (magistrat, avocat, etc.).	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit	Droit et Science des données	Création 2021/22	2	4		22%		4		Licence de droit	NON	Bonne culture juridique et maîtrise des grandes matières de droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédures civiles et pénales, etc.) ou de droit public (droit administratif, libertés publiques, droit public des affaires, etc.) requises pour accéder aux différentes professions juridiques (magistrat, avocat, etc.).	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit	Droit et Gestion des énergies et du développement durable	19	25	20	84	82%	88%	20	79	Licence mention Droit et Licence AES	NON	Avoir de très bons résultats en licence Droit faisant apparaître une bonne culture juridique ou avoir de très bons résultats en licence AES démontrant une bonne connaissance du monde de l'entreprise. Par ailleurs une bonne maîtrise d'une langue étrangère (notamment l'anglais) est souhaitée.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit	Droit de l'économie numérique	14	13	20		32%	88%	20		Licence mention Droit et Licence AES	NON	Bons résultats durant les trois années de licence avec une bonne culture juridique en droit public et droit privé. Bonne maîtrise de l'anglais. Compréhension des problèmes économiques liés au numérique	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit	Droit et Gouvernance des données de santé	Création 2021/22	6	10		40%	88%	10		Licence mention Droit ou équivalent	OUI (en Master 2)	Bons résultats durant les trois années de licence avec une bonne culture juridique en droit public notamment droit de l'Union et droit privé. Bonne maîtrise de l'anglais. Compréhension des problèmes économiques liés au numérique, à l'innovation en santé et à l'économie de la donnée.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit Européen	Droit et politique de l'Union européenne	19	13	15		26%	75%	15		Licence mention Droit, diplôme IEP	NON	Très bon niveau en DJE. Bon niveau en droit public (droit constitutionnel, administratif et international). Très bonne maîtrise de la langue anglaise.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit Européen	Droit international et européen des affaires	20	16	15		27%	100%	15		Licence en Droit, Diplôme de l'IEP	NON	De manière générale : bon dossier de licence De manière spécifique : - Très bon niveau en droit de l'Union - Bonne maîtrise de la langue anglaise Les étudiants ayant par ailleurs suivi un cursus en droit international et/ou faisant état de connaissances en droit des affaires (droit des sociétés, fiscal, concurrence etc...) seront valorisés.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit Européen	Droit de l'économie et de la régulation en Europe	10	9	15	75	77%		15	75	Licence en Droit, Diplôme de l'IEP	NON	Très bon niveau en droit de l'Union européenne Bon niveau en droit administratif Bon niveau en droit des obligations Maîtrise de la langue anglaise (lu, écrit et parlé)	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droit Européen	Espace de liberté, de sécurité et de justice	11	17	15		30%		15		Licence mention Droit	NON	Très bon niveau en droit de l'Union européenne. Très bon niveau en droits de l'homme ou libertés publiques. Bon niveau en anglais.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droit Européen	Droit des produits de santé en Europe	7	9	15		58%	88%	15		Licence en Droit, Diplôme de l'IEP	NON	Un bon dossier de licence comprenant : - un très bon niveau en droit de l'Union européenne (droit institutionnel et/ou système juridique et le cas échéant Politiques de l'Union européenne) - un bon niveau en droit de la responsabilité administrative et en droit de la responsabilité civile - la maîtrise de la langue anglaise (lu, parlée et écrite)	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droits des libertés	Droit européen des droits de l'homme	22	19	15		22%		15		Licence Droit Général ou Droits Européens	NON	Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droits des libertés	Droit des minorités	16	18	15	45	12%	75%	15	45	Licence Droit Général ou Droits Européens	NON	Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue
Droits des libertés	Droit des affaires humanitaires et des ONG	24	9	15		9%	67%	15		Licence Droit Général ou Droits Européens	NON	Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	Formation initiale et continue

Droits de l'environnement, et de l'urbanisme	Droits de l'environnement, des territoires et des risques	21	20	20	22%	88%	20	20	licence en droit (ou exceptionnellement AES avec dominante droit)	NON	1° L'accès en M1 est fonction de la capacité d'accueil de la mention 2° Les étudiants doivent avoir suivi en licence de droit (ou exceptionnellement en AES) des matières de droit privé et de droit public et avoir obtenu des résultats attestant de leurs capacités à suivre un enseignement de haut niveau en en droit de l'environnement et de l'urbanisme 3° L'obtention d'une mention à l'issue du cursus de licence est souhaitée 4° Les étudiants issus d'un pays non francophone doivent avoir une très bonne connaissance de la langue française (C1)	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences (stage ou bénévolat), le projet et la motivation, avec un entretien oral possible	Formation initiale et continue
Droit notarial	Droit notarial	14	14	15	7%	100%	15	15	Licence Droit	NON	L'admission en Master 1 « Droit notarial » requiert de très bons résultats durant les trois années de licence en droit privé et droit public. Outre l'excellence dans les matières obligatoires, les candidats doivent justifier d'un bon niveau dans les matières optionnelles suivantes : contrats spéciaux et droit commercial en 54, droit des sociétés et droit des obligations en 55, droit des biens, des sociétés 2, des sûretés et fiscal en 56.	Examen basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit des affaires	Juriste conformité-compliance officer	15	9	25	12%		25		Aucune mention n'est privilégiée, le Master 2 étant ouvert à tous les étudiants juristes mais aussi à ceux ayant un profil, économie, finances, audit.	OUI (en Master 2)	Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale	Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant	Formation en alternance en deuxième année
Droit des affaires	Droit de l'internet et des systèmes d'information	26	20	20	48%		20		Licence Droit, AES, économie ou sciences politiques de préférence - licence dans d'autres disciplines si projet universitaire ou professionnel cohérent	NON	Solides connaissances en Droit civil et spécialement en droit des obligations et des biens. Une bonne culture juridique est attendue dans les différentes matières du droit privé, en droit pénal, en droit européen.	Examen exclusivement basé sur les résultats pour les candidats en formation initiale, sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation pour les candidats en formation continue	Formation initiale et continue en première année, formation initiale, continue et EAD en deuxième année
Droit des affaires	Droit bancaire et financier	42	38	30	11%	100%	30		Licence Droit	NON	De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont requis dans les principales matières du droit des affaires (notamment droit des sociétés, droit commercial général) et du droit civil (notamment droit de obligations, droit des sûretés, droit des contrats spéciaux).	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	Formation initiale et continue
Droit des affaires	Droit bancaire et financier - Métiers de la banque	20	17	20	30%		20		Licence Droit	OUI (en Master 2)	De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont requis dans les principales matières du droit des affaires (notamment droit des sociétés, droit commercial général) et du droit civil (notamment droit des obligations, droit des contrats spéciaux, droit des sûretés).	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	En deuxième année, la formation s'effectue sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation.
Droit des affaires	DJCE-Juriste et conseil d'entreprise	25	32	30	14%	94%	30		Licence Droit	NON	Solides connaissances en droit privé : droit des affaires (droit commercial et droit des sociétés), droit civil (droit des obligations, contrats spéciaux et sûretés), droit social et droit fiscal ; connaissances en comptabilité requises.	Examen du dossier basé sur les résultats académiques du candidat et entretien oral après sélection du dossier permettant d'apprécier les expériences, le projet et la motivation du candidat.	Formation initiale et continue
Droit des affaires	Investigation financière à l'échelle européenne	8	4	20	7%		20		Aucune mention n'est privilégiée, le Master 2 étant ouvert à tous les étudiants juristes mais aussi à ceux ayant un profil, économie, finances, audit.	OUI (en Master 2)	Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale	Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant	Formation en alternance en deuxième année.
Droit des affaires	Droit de la propriété intellectuelle et valorisation des biens immatériels	11	15	15	6%		15	164	Licence de droit	NON	L'admission dans le parcours suppose un excellent niveau en licence, apprécié au regard des résultats du candidat dans l'ensemble des matières, ainsi qu'une bonne culture juridique. Le parcours doit être cohérent, si possible avec mention, et, en particulier, avec des notes satisfaisantes dans les matières fondamentales telles que le droit des obligations (1 et 2), le droit commercial, droit des biens, droit des contrats spéciaux et droit de l'Union européenne. Des connaissances en droit de la propriété intellectuelle, en droit international privé et/ou en droit de la concurrence et droit de la distribution sont appréciées. Pour les étudiants ayant obtenu leur Licence 3 à la Faculté de Droit de Strasbourg, avoir suivi les options de droit anglais, en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») l'année ou ces options sont proposées, ou dans une faculté offrant ces options, n'est pas obligatoire mais est un atout. Très bon niveau d'anglais (niveau B2)	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit des affaires	Droit de la propriété intellectuelle et Science des données	/ Création 2021/22	5	4	5%		4		Licence de droit	NON	L'admission dans le parcours suppose un excellent niveau en licence, apprécié au regard des résultats du candidat dans l'ensemble des matières, ainsi qu'une bonne culture juridique. Le parcours doit être cohérent, si possible avec mention, et, en particulier, avec des notes satisfaisantes dans les matières fondamentales telles que le droit des obligations (1 et 2), le droit commercial, droit des biens, droit des contrats spéciaux et droit de l'Union européenne. Des connaissances en droit de la propriété intellectuelle, en droit international privé et/ou en droit de la concurrence et droit de la distribution sont appréciées. Pour les étudiants ayant obtenu leur Licence 3 à la Faculté de Droit de Strasbourg, avoir suivi les options de droit anglais, en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») l'année ou ces options sont proposées, ou dans une faculté offrant ces options, n'est pas obligatoire mais est un atout. Très bon niveau d'anglais (niveau B2)	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
Droit international	Droit international	20	28	20	19%	100%	20		Licence mention Droit, droits européens, Diplôme de l'IEP	NON	Très bons résultats durant les trois années de licence. • Pour les étudiants ayant fait leur licence à la Faculté de droit de Strasbourg, il est recommandé de choisir la matière « Introduction au droit international » avec des travaux dirigés. Les étudiants de la licence droits européens doivent impérativement avoir suivi l'enseignement « Introduction au droit international » au semestre 5. • Pour les étudiants originaires d'un IEP, un ou des enseignements en droit international public sont indispensables. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, il est indispensable d'avoir suivi un enseignement de « Droit international public » ; l'avoir suivi ainsi que des travaux dirigés est un atout. • Pour les étudiants de la Faculté de droit de Strasbourg, avoir suivi les enseignements de droit anglais proposés en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») n'est pas obligatoire mais constitue un atout. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, avoir suivi des enseignements dispensés en anglais est un atout. • Très bon niveau d'anglais (niveau B2 au moins). • Faire preuve d'un intérêt particulier pour le droit international et les relations internationales.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	Formation initiale et continue
								40					

<p>Droit international</p>	<p>Droit transnational</p>	17	15	20		35%		20		<p>Licence mention Droit, droits européens, Diplôme de l'IEP</p>	<p>NON</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Très bons résultats durant les trois années de licence, notamment dans les matières fondamentales de droit privé (L2, L3). • Pour les étudiants ayant fait leur licence à la Faculté de droit de Strasbourg, il est fortement recommandé de choisir la matière « Introduction au droit international », l'assortir de travaux dirigés est un atout. Les étudiants de la licence droits européens doivent impérativement avoir suivi l'enseignement « Introduction au droit international » au semestre 5. • Pour les étudiants originaires d'un IEP, un ou des enseignements en droit international public sont indispensables, ainsi que des enseignements dans les matières fondamentales du droit privé. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, il est fortement recommandé d'avoir suivi un enseignement de « Droit international public », l'avoir suivi assorti de travaux dirigés est un atout. • Pour les étudiants de la faculté de droit de Strasbourg, avoir suivi les enseignements de droit anglais proposés en anglais (en L2 et/ou L3) n'est pas obligatoire mais constitue un atout. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, avoir suivi des enseignements dispensés en anglais est un atout. • Très bon niveau d'anglais (niveau B2 au moins). • Faire preuve d'un intérêt particulier pour le droit international et les droits étrangers. 	<p>Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel</p>	<p>Formation initiale et continue</p>
<p>Histoire du droit et des institutions</p>	<p>Histoire du Droit et culture juridique</p>	9	11	10		53%		10	10	<p>Droit</p>	<p>NON</p>	<p>L'étudiant devra présenter un dossier qui attestera d'un bon niveau général durant les trois années de licence et de solides connaissances dans les matières d'histoire du droit et des institutions</p>	<p>Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel</p>	<p>Formation initiale et continue</p>

Capacité d'accueil totale de la composante :

2017-2018	
2018-2019	
2019-2020	802
2020-2021	815
2021-2022	810
2022-2023	